Interview accordée par le président cubain Miguel Miguel Díaz-Canel au journal espagnol "Publico"

Le quotidien espagnol Público a diffusé vendredi sur son site Internet une interview faite par le journaliste Pascual Serrano au président de la République et premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba, Miguel Díaz-Canel.

Díaz-Canel a répondu par écrit aux questions de M. Serrano concernant la situation économique du pays après la pandémie de COVID-19, l'inscription de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme et ses récentes rencontres avec Vladimir Poutine et Xi Jinping, entre autres sujets.

Voici le texte intégral de l’interview traduit de l’original en espagnol :

Miguel Díaz-Canel, président de Cuba : "L'administration Biden a choisi d'être fidèle à l'approche agressive promue par Trump".

Le président cubain Miguel Díaz-Canel devant la caméra. - Alejandro Azcuy Domínguez / Présidence de Cuba

SERRANO@PASCUAL_SERRANO

Cuba, pays d'un peu plus de onze millions d'habitants, fait toujours parler d'elle. Pourtant, on entend rarement parler de ses dirigeants. Miguel Díaz-Canel, le premier président né après la révolution cubaine, répond à Público, lors de sa première interview avec un média espagnol depuis son entrée en fonction, sur l'actualité de l'île, dans un entretien organisé à La Havane et réalisé ensuite par écrit.

Le président cubain évoque le conflit qui se cache derrière la considération de Cuba comme pays parrainant le terrorisme, dénonce la similitude de la politique anti-cubaine de Biden et Trump, explique la situation économique du pays après la pandémie de covid-19 et analyse ses récentes rencontres avec Vladimir Poutine et Xi Jinping.

L'un des principaux conflits diplomatiques entre Cuba et les États-Unis sous la présidence de Donald Trump a été l'allégation d'attaques soniques contre le personnel de l'ambassade américaine à Cuba, provoquant chez leur personnel des vertiges et des nausées, entre autres symptômes. Des enquêtes ont récemment conclu qu'il n'y avait pas de responsabilité d'un gouvernement étranger et qu'il n'y avait pas d'armes derrière ces événements.

Ces accusations contre Cuba ont conduit à l'application de sanctions, y compris l'annulation des visas pour une durée indéterminée pour les Cubains. Que s'est-il passé depuis que l'on a reconnu que le gouvernement cubain n'était pas à l'origine de ces événements ?

À mon avis, il ne serait pas correct de parler de conflit diplomatique. Il s'agit d'une opération de dénigrement conçue par le gouvernement américain avec un objectif politique clair.

On sait que la mesure prise par l'administration Obama pour établir des relations diplomatiques avec Cuba et s'orienter vers des liens plus constructifs et respectueux bénéficiait d'un soutien majoritaire aux États-Unis, même parmi les personnes d'origine cubaine.

Pour démanteler cela, comme l'administration Trump avait l'intention de le faire lorsqu'elle est arrivée au pouvoir, il fallait commencer par discréditer l'état des relations, discréditer notre pays également, et reconstruire le récit de Cuba en tant qu'État hostile. C'est là le noyau du problème.

Depuis lors, le récit accusateur n'a fait que s'enrichir de nouvelles calomnies pour justifier le retour à une approche politique agressive à l'égard de Cuba et l'imposition de mesures coercitives supplémentaires.

Ce ne sont donc pas les premières sanctions ou mesures coercitives sous le prétexte spécifique de symptômes sanitaires qui sont importantes, mais tout ce qui a suivi cette première étape.

Au fil du temps, les agences de renseignement américaines elles-mêmes ont été chargées de démentir les allégations calomnieuses de prétendues attaques et de confirmer ce que Cuba et une grande partie de la communauté scientifique aux États-Unis et dans d'autres parties du monde ont dit. Toutefois, l'approche politique hostile est restée en place et c'est le climat qui prévaut aujourd'hui avec l'administration américaine actuelle.

Le caractère médiatique est très évident dans l'étiquette qui lui a été donnée : le "syndrome de La Havane". Plus tard, des dizaines de diplomates américains en poste dans d'autres pays se sont plaints des mêmes symptômes, et l'étiquette a également été réfutée, mais c'est là que la machination est restée, pointant du doigt Cuba sans la moindre preuve sérieuse des accusations.

La vérité finit toujours par s'imposer, mais en attendant ce moment, le mensonge fait son travail de sape et devient le prétexte d'une politique criminelle que même la vérité n'a pas pu défaire.

L'administration Trump, à la fin de son mandat, a inclus Cuba dans la liste des pays soutenant le terrorisme (dont elle avait été retirée en 2015). Quelle signification cela a-t-il pour le pays ?

Des secteurs agressivement anti-cubains avaient fait pression sur Trump pour qu'il inclue Cuba sur cette liste depuis son entrée en fonction, et il semble avoir résisté jusqu'au dernier moment. Il a tellement tardé à le faire que, dans la pratique, c'est l'administration Biden qui a fini par mettre en œuvre les conséquences de cette mesure.

Il s'agit d'une mesure particulièrement agressive et d'une grande portée. Il ne s'agit pas seulement d'une calomnie inacceptable qui montre l'approche opportuniste des États-Unis face au fléau du terrorisme. C'est qu'une telle désignation a un effet menaçant sur les institutions bancaires et financières de presque tous les pays et les conduit à refuser d'avoir des relations avec le pays désigné, comme Cuba dans le cas présent.

Concrètement, elle nous a fait perdre nos relations avec un groupe important d'institutions bancaires et financières dans de nombreuses régions du monde et nous a empêchés d'établir des liens avec d'autres pour le bon fonctionnement de notre économie. Cette situation rend nos activités commerciales extrêmement difficiles, entrave les paiements et les recouvrements, renchérit les importations, limite les possibilités de développement de notre économie.

Concrètement, elle nous a fait perdre nos relations avec un groupe important d'institutions bancaires et financières dans de nombreuses parties du monde et nous avons du mal à établir des liens avec d'autres pour le bon fonctionnement de notre économie. Il nous est donc extrêmement difficile de faire des affaires, d'entraver les paiements et les recouvrements, de renchérir les importations et de limiter les possibilités de crédit.

Il en résulte des pénuries, le non-respect des engagements de paiement, des difficultés à acquérir des intrants pour l'industrie, les services et la consommation de la population. Dans le même temps, elle décourage les investissements étrangers et limite même la coopération internationale.

L'impact se fait sentir sur l'activité économique des entreprises, mais aussi sur les particuliers lorsqu'ils voyagent et doivent effectuer des paiements ou des transactions en dehors de Cuba.

C'est un paradoxe infâme mais réel : les commanditaires du terrorisme contre Cuba ont le cynisme d'accuser Cuba de parrainer le terrorisme.

La surprise a été que l'administration démocrate de Biden a renouvelé cette considération le 28 février. Parmi ses justifications, la présence de porte-paroles de l'Armée de libération nationale (ELN) sur le territoire cubain.

L’inclusion de Cuba sur la liste n'a pas de lien réel avec la question du terrorisme. Il s'agit d'un instrument de coercition économique. La question du terrorisme, de la présence ou non d'une délégation de l'ELN à Cuba, n'est qu'un prétexte. Il est inutile d'essayer de décrypter un acte politique aussi ouvertement opportuniste.

Le précédent gouvernement colombien s'est livré à des actions hostiles contre Cuba, telles que des déclarations publiques, des menaces et des assignations, en manipulant de manière ingrate et politiquement motivée la contribution incontestable de Cuba à la paix en Colombie.

Par exemple, le jour même où les États-Unis ont annoncé qu'ils inscrivaient Cuba sur la liste des pays qui ne coopèrent pas pleinement avec les efforts antiterroristes des États-Unis, le haut-commissaire pour la

paix du gouvernement Duque a déclaré publiquement que la décision du département d'État d'inclure l'île était une "approbation" du gouvernement colombien et de sa "demande insistante" que Cuba remette les membres de la délégation pour la paix de l'ELN.

La conduite et les actions du gouvernement Duque, en collusion avec des secteurs anti-cubains aux États-Unis, ont fourni les prétextes à l'administration Trump pour renforcer le blocus économique, financier et commercial contre Cuba et la désignation illégitime de Cuba comme État commanditaire du terrorisme, ce qui entraîne des coûts énormes et de graves conséquences humanitaires pour le peuple.

"La désignation illégitime de Cuba comme État soutenant le terrorisme entraîne de graves conséquences humanitaires pour la population."

Mais depuis le 12 août 2022, le nouveau gouvernement colombien a reconnu que la délégation de l'ELN à Cuba était légitime et était son interlocuteur. En fait, la première réunion entre le gouvernement colombien du président Petro et l'ELN a eu lieu à La Havane à cette date, lorsque le ministre colombien des affaires étrangères et le nouveau haut-commissaire colombien pour la paix nous ont rendu visite. Dès lors, les protocoles convenus pour la réinstallation de la table des pourparlers de paix ont été respectés.

Cela s'est fait en collaboration avec les garants norvégiens, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en Colombie et la conférence épiscopale colombienne.

En octobre 2022, les membres de la délégation de dialogue de l'ELN restés à Cuba se sont retirés du territoire national, conformément à un accord conclu entre le gouvernement national colombien et l'ELN, devant les garants norvégien, vénézuélien et cubain.

Il a été décidé de réinstaller les pourparlers de paix entre le gouvernement colombien et l'ELN.

Le gouvernement colombien a levé les mandats d'arrêt et suspendu les notifications de demandes de coopération internationale et les alertes d'Interpol pour les membres de la délégation de paix de l'Armée de libération nationale (ELN) et a décidé d'annuler les demandes d'extradition adressées à Cuba pour les membres de cette délégation restés sur l'île.

Ces membres de l'ELN se sont rendus au Venezuela, au Mexique pour rencontrer le gouvernement colombien et dans six autres pays et se trouvent actuellement à Cuba. Heureusement pour le peuple colombien et pour l'ensemble de l'Amérique latine et des Caraïbes, la table de dialogue a clôturé son troisième cycle il y a quelques jours ici à La Havane, avec des accords très importants sur le processus de participation de la société colombienne à la construction de la paix et sur le cessez-le-feu bilatéral, national et temporaire.

Mais malgré ces développements dans les négociations de paix entre le gouvernement colombien et l'ELN, la position américaine contre Cuba se poursuit.

C'est vrai. Cependant, les États-Unis n'ont pas changé une virgule de leurs arguments pour nous maintenir sur la liste fallacieuse. J'imagine que les spécialistes qui mènent réellement la guerre contre le terrorisme ne sont pas les seuls à ne pas avoir changé leurs arguments pour nous maintenir sur la liste fallacieuse.

En effet, c'est le cas. Cependant, les États-Unis n'ont pas changé une virgule à leur argumentation pour nous maintenir sur la liste fallacieuse. J'imagine que les spécialistes qui luttent réellement contre le terrorisme doivent avoir honte.

Quant à Cuba, nous agissons de manière éthique, conformément aux protocoles que nous avons signés. Nous sommes une nation qui, lorsqu'elle s'engage, tient sa parole. Et nous sommes une nation dont la mémoire douloureuse est chargée de victimes du terrorisme.

Il semble clair que, contrairement à Obama, l'administration démocrate de Biden n'a pas choisi d'assouplir les sanctions et le blocus contre Cuba et maintient la quasi-totalité des mesures de Trump. Pourquoi une telle différence entre deux présidents démocrates ?

C'est une question très fréquente et logique. Même les hommes politiques américains se la posent. La décrypter permettrait peut-être de mieux comprendre les caractéristiques et les interactions du système politique américain.

Ce qui est clair, c'est que l'administration Biden a choisi d'être fidèle à l'approche agressive promue par Trump et déloyale par rapport à la voie tracée par l'administration Obama, dont Biden lui-même faisait partie lorsqu'il était vice-président.

Il est également clair qu'il existe une volonté de provoquer l'effondrement de l'économie cubaine depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel. Cela explique le renforcement du blocus pendant la pandémie et les déclarations trompeuses sur une prétendue révision de la politique de Trump, alors que les éléments les plus nuisibles et les plus représentatifs de cette politique étaient rigoureusement appliqués.

La perversité est le recours de la politique impériale lorsqu'elle rencontre un adversaire qui ne veut pas se rendre. Les républicains et les démocrates poursuivent cette politique depuis 200 ans.

Vous avez récemment rencontré le président russe Vladimir Poutine et le président chinois Xi Jinping. Quel bilan tirez-vous de ces rencontres et quelle est votre perception du rôle de ces deux puissances dans la crise mondiale liée à la guerre en Ukraine ?

J'ai pu avoir des échanges de vues profonds et chaleureux avec le camarade Xi Jinping à plusieurs reprises. La dernière fois, c'était en novembre 2022, après le 20e congrès du parti communiste chinois et sa réélection en tant que secrétaire général du parti.

Le camarade Xi est un ami sincère du peuple cubain et un homme d'État aux principes solides, qui a placé le développement global, l'institutionnalité, la légalité et le peuple au centre de ses efforts.

"Nous rejetons l'expansion de l'OTAN vers la Russie et préconisons une solution diplomatique et réaliste".

Je tiens à souligner l'attention personnelle et la priorité qu'il accorde aux relations avec Cuba, ainsi que sa reconnaissance du rôle joué par les dirigeants historiques de Cuba, qui sont à l'origine de l'amitié profonde entre Cuba et la Chine.

Nous reconnaissons également les efforts diplomatiques déployés par la Chine, et en particulier par le secrétaire général et président Xi Jinping, pour trouver une solution politique durable et négociée au conflit en Ukraine.

Nous sommes d'accord sur la nécessité d'une vision de la sécurité coopérative et durable pour tous les pays, fondée sur le respect de la Charte des Nations unies, contrairement à l'unilatéralisme et, en particulier, aux sanctions unilatérales.

J'ai également eu des échanges de vues approfondis avec le président Vladimir Poutine, marqués par la camaraderie et un désir commun de renforcer dans tous les domaines les relations qui distinguent deux nations sœurs, Cuba et la Russie.

L'atmosphère de franche cordialité de nos rencontres avec un ami sincère, démontrée par des actes, est le résultat de l'amitié traditionnelle fondée par le commandant en chef Fidel Castro à qui un monument a été dédié à Moscou, que nous avons inauguré lors de ma dernière visite en Russie en novembre 2022.

Il était émouvant d'écouter à cette occasion-là les propos d'admiration et de respect du président Poutine pour le leader historique de la révolution cubaine, dont il a dit qu'il était un homme qui inspire et guide des millions de personnes à l'autre bout du monde.

Nous entretenons avec la Russie des relations amicales mais aussi stratégiques, fondées sur des liens historiques d'amitié et de fraternité, forgés depuis l'époque de l'Union soviétique, avec des sentiments de respect, d'affection, d'accord sur les questions politiques et un potentiel de développement des liens économiques, commerciaux, financiers, scientifiques et techniques, entre autres, qu'il nous faut renforcer.

Nous rejetons l'expansion progressive de l'OTAN vers les frontières de la Russie, qui a conduit à un scénario aux implications d'une portée imprévisible. En tant que pays défenseur du droit international et attaché à la Charte des Nations unies, qui défendra toujours la paix, nous condamnons toutes les sanctions appliquées à la Fédération de Russie en tant que méthode de coercition.

Nous préconisons une solution diplomatique et réaliste qui garantisse la sécurité et la souveraineté de tous et réponde aux préoccupations humanitaires légitimes.

Nous n'avons reçu de la Chine et de la Russie que solidarité et coopération, sans conditions. La Chine et la Russie sont des amis. Nous partageons avec elles la défense du multilatéralisme, qui est la meilleure garantie de paix.

Dans la guerre en Ukraine, les gouvernements européens sont clairement en phase avec les États-Unis. Je ne sais pas si vous avez la même opinion en ce qui concerne Cuba. Pensez-vous que l'Union européenne et le gouvernement espagnol en particulier mènent une politique autonome et souveraine dans leurs relations avec Cuba ou suivent-ils les pressions américaines ? Manque-t-il une mesure de la collaboration européenne ou espagnole avec Cuba ?

Les relations de Cuba avec l'Union européenne sont régies depuis 2017 par un accord de dialogue politique et de coopération (PDCA) entre Cuba, l'UE et ses 27 États membres, fondé sur les principes de réciprocité, d'égalité et de respect. Cela a permis d'avancer à la fois dans nos liens politiques à travers les mécanismes de dialogue, inclus dans le PDCA, et de coopération, qui ont un impact important sur le développement économique du pays.

Nous avons évolué vers une relation plus mûre qui favorise un large échange dans le cadre d'un programme diversifié de questions bilatérales et multilatérales, y compris celles qui font l'objet de divergences. Comme en témoigne le troisième conseil conjoint Cuba-UE, qui s'est tenu le 26 mai 2023 et pour lequel le haut représentant, Josep Borrell, nous a rendu visite, il existe une volonté des deux parties de continuer à construire de meilleures relations entre Cuba et l'Union européenne pour un bénéfice mutuel.

Nous reconnaissons le soutien de l'Union européenne dans son ensemble à la résolution que Cuba présente chaque année à l'Assemblée générale des Nations unies contre le blocus américain. La nature extraterritoriale de cette politique a parmi ses principales cibles des entreprises et des entités européennes, et nous demandons donc instamment à l'UE d'appliquer ses règlements pour protéger ses citoyens des effets des mesures coercitives unilatérales qui interfèrent avec le développement normal des relations bilatérales.

L'Union européenne a clairement pris position en faveur du retrait de Cuba de la liste des États soutenant le terrorisme établie par le gouvernement américain, dans le cadre de sa politique de pression maximale sur Cuba.

Dans le cas particulier de l'Espagne, il existe des relations historiques entre les deux pays, fondées sur le respect mutuel et les liens culturels et familiaux. Les relations bilatérales ont célébré leur 121e anniversaire le 21 juin dernier. L'Espagne reste l'un des principaux partenaires économiques de Cuba au niveau mondial et au sein de l'UE en particulier.

La crise de la pandémie de Covid a particulièrement touché les pays qui dépendent du tourisme. C'est le cas de l'Espagne et de Cuba. En Espagne, le tourisme se redresse, mais j'ai l'impression qu'il a du mal à le faire à Cuba. Quelle est la situation économique du pays après l'impact du Covid sur l'économie cubaine ?

Le tourisme est un secteur stratégique pour l'économie cubaine. Entre 2015 et 2019, le taux de croissance moyen de notre économie a été de 1,8 %, tandis que le tourisme a connu une croissance de 5,8 %, soit le deuxième taux le plus dynamique derrière le bâtiment.

En raison de ses contributions financières à d'autres secteurs de l'économie, qui représentent 60 % des achats touristiques, ce qui favorise également la substitution des importations, il est considéré comme un facteur de dynamisation pour le reste des secteurs économiques du pays, y compris les activités des formes de gestion non étatiques.

Et l'on peut dire que depuis le début de ce siècle, jusqu'en 2019, les résultats de cette activité économique dans le pays ont confirmé que la bonne décision avait été prise de donner la priorité à son développement.

Puis est arrivée la pandémie de Covid-19 et le tourisme a connu, au niveau mondial, sa plus grande crise en 2020. Une statistique suffit à illustrer le déclin : dans le monde entier, les voyages ont chuté de 72 % par rapport à l'année précédente.

Cuba, qui avait entamé l'année 2020 avec une performance acceptable - plus de 981 900 voyageurs pour le seul premier trimestre - a été contrainte de fermer sa frontière le 24 mars.

Les statistiques nous ramènent au niveau de 1997, soit un recul de 23 ans.

Pendant pratiquement toute l'année 2021 (jusqu'au 15 novembre), la fermeture de la frontière a été maintenue. La santé de la population était la priorité et le pays s'est tourné vers la recherche de vaccins et de traitements, conscient que, du fait du renforcement du blocus, les seules solutions sûres seraient celles que nous pourrions trouver avec nos maigres ressources et l'abondance de talents formés par la Révolution.

Je dis tout cela parce que les performances de Cuba en matière de tourisme ne peuvent être comparées à celles d'autres nations. Le défi auquel sont confrontés tous les États, en raison de la propagation de la pandémie, est rendu plus grand dans notre cas par une autre pandémie contre laquelle il n’existe pas de vaccin : six décennies de blocus, plus 243 mesures, principalement destinées à miner l'économie dans son ensemble et le tourisme en particulier, dont beaucoup ont été renforcées pendant l'urgence sanitaire causée par la pandémie, avec un impact dévastateur sur notre peuple.

Je ne dis pas que nous n'avons pas de problèmes d'efficacité. Je ne dis pas non plus que nous n’avons pas besoin de transformations profondes dans un secteur aussi sensible aux problèmes mondiaux. Mais il y a incontestablement un avant et un après Covid-19 et le renforcement opportuniste du blocus dans ce contexte, qui a eu des effets négatifs sur des résultats qui s’amélioraient régulièrement.

Il y a les résultats de 2018, avec son record historique de visiteurs. Cette année-là, 822 464 voyageurs ont été accueillis par voie maritime, soit 17,4 % des 4 711 900 qui ont séjourné à Cuba. C'est alors qu'ont commencé à apparaître, l'une après l'autre ou par paquets, les 243 mesures dictées par l'administration de Donald Trump pour démanteler l'assouplissement des voyages à Cuba, interdire l'arrivée des bateaux

de croisière et fermer à Cuba autant de voies de sortie de la crise mondiale en cours qu'elle pouvait en trouver.

Ces mesures, maintenues par l'administration Biden, ainsi que l'inscription arbitraire de Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme, alimentent la campagne médiatique permanente contre notre pays et ont un impact sur tous les secteurs de l'économie et de la société cubaines, mais visent particulièrement à nuire au tourisme.

Nous ne sommes pas seulement un pays interdit aux touristes américains, qui se considèrent comme des citoyens du "monde libre". Depuis 2021, le visa ESTA n'est plus valable pour les citoyens européens qui veulent entrer aux États-Unis. S'ils passent par Cuba, ils sont obligés de demander un visa régulier. Un nouveau coup dur, une nouvelle pierre sur le chemin du redressement de l'économie cubaine.

Quand je parle de perversité, je parle de telles politiques. Rien ne nous dit que cette politique cruelle prendra fin à court terme. Notre décision est de franchir le blocus et d'aller de l'avant.

Traduit par Reynaldo Henquén

---

https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/330558-interview-accordee-par-le-president-cubain-miguel-miguel-diaz-canel-au-journal-espagnol-publico

Radio Habana Cuba